



COMITÉ TRIPARTITE

Compte rendu de la rencontre

Tenue les 3 et 4 décembre 2014
Ottawa (Ontario)

Membres du comité présents :

- Denis B. Vaillancourt, président du Comité tripartite
- a) Représentants des provinces et des territoires
- Jean-Vianney Auclair, ministère de l'Éducation du Manitoba, en remplacement de Gilbert Michaud
 - Mark Bannerman, ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance de la Nouvelle-Écosse
 - Linda Beddouche, ministère de l'Éducation de la Colombie-Britannique
 - Anne-Marie Chevalier, ministère de l'Éducation de la Saskatchewan, en remplacement de Stephenie Leitao Csada
 - Gilbert Guimont, ministère de l'Éducation de l'Alberta
 - Deana Hatcher, ministère de l'Éducation de Terre-Neuve-et-Labrador
 - Yann Herry, ministère de l'Éducation du Yukon
 - René Hurtubise, ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance de l'Île-du-Prince-Édouard
 - Raymonde Laberge, ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Formation des Terr. du Nord-Ouest
 - Marcel Lavoie, ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance du Nouveau-Brunswick
 - Lillian Patry, ministère de l'Éducation de l'Ontario, en remplacement de Denys Giguère
 - Martine St-Louis, ministère de l'Éducation du Nunavut
 - Brigitte Bergeron, Conseil des ministres de l'Éducation - Canada
- b) Représentants du gouvernement fédéral
- Kelly Ann Beaton, Patrimoine canadien (*le mercredi 3 déc. 2014*)
 - Michel Costisella, Patrimoine canadien
 - Vivian Knapp, Patrimoine canadien, en remplacement d'Yvan Dery
 - Yves Saint-Germain, Citoyenneté et Immigration Canada (*le mercredi 3 déc. 2014*)
- c) Représentants des conseils scolaires et des organismes communautaires
- Suzanne Bossé, Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada
 - Gyslaine Hunter-Perreault, Regroupement national des directions générales de l'éducation
 - Richard Lacombe, Association canadienne d'éducation de langue française
 - Robert Maddix, Fédération nationale des conseils scolaires francophones (*le mercredi 3 déc. 2014*)
 - Roger Paul, Fédération nationale des conseils scolaires francophones
 - Ghislaine Pilon, Commission nationale des parents francophones
 - Mario Pelletier, en remplacement de Melinda Chartrand, Fédération nationale des conseils scolaires francophones
 - Maggy Razafimbahiny, Fédération culturelle canadienne-française
 - Josée Vaillancourt, Fédération de la jeunesse canadienne-française
- d) Autres personnes présentes (observateurs)
- Réjean Aubut, consultant en éducation
 - Ronald Boudreau, Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants
 - Alexa Chown, Patrimoine canadien
 - Anne-Marie Dessureault, Fédération nationale des conseils scolaires francophones
 - Marc Dumont, Regroupement national des directions générales de l'éducation
 - Jocelyne Lalonde, Association des universités de la francophonie canadienne (*le jeudi 4 déc. 2014*)
 - Valérie Morand, Fédération nationale des conseils scolaires francophones
 - Benoit Tremblay, Patrimoine canadien

MERCREDI 3 DÉCEMBRE 2014

1. Mot de bienvenue du président et objectifs de la rencontre

La rencontre débute à 9 h. Le président du Comité tripartite, M. Denis B. Vaillancourt, souhaite la bienvenue aux membres du Comité tripartite et prend quelques minutes pour accueillir de nouveaux membres.

Les présences sont prises et un tour de table s'ensuit. Le président présente le déroulement et les objectifs de la rencontre. Une courte genèse des travaux est présentée depuis la tenue des Sommets sur l'éducation de 2005 et 2012.

On rappelle que le site www.pself.ca a été créé récemment et est consacré aux travaux des groupes de travail afin de mettre en œuvre le Plan stratégique sur l'éducation en langue française 2012-2017 (PSELF). On peut y trouver toutes les informations relatives au PSELF, y compris :

- un argumentaire pour présenter le PSELF;
- les modèles logiques du PSELF;
- les portraits de la situation pour chaque domaine;
- les indicateurs de pertinence;
- le tableau des ressources ciblées,
- ainsi que plusieurs autres informations mises à jour régulièrement.



2. Approbation de l'ordre du jour

L'ordre du jour est accepté tel que présenté.

3. Approbation des notes de la rencontre des 30 avril et 1^{er} mai 2014

Le compte-rendu de la rencontre des 30 avril et 1^{er} mai 2014 est accepté tel que présenté.

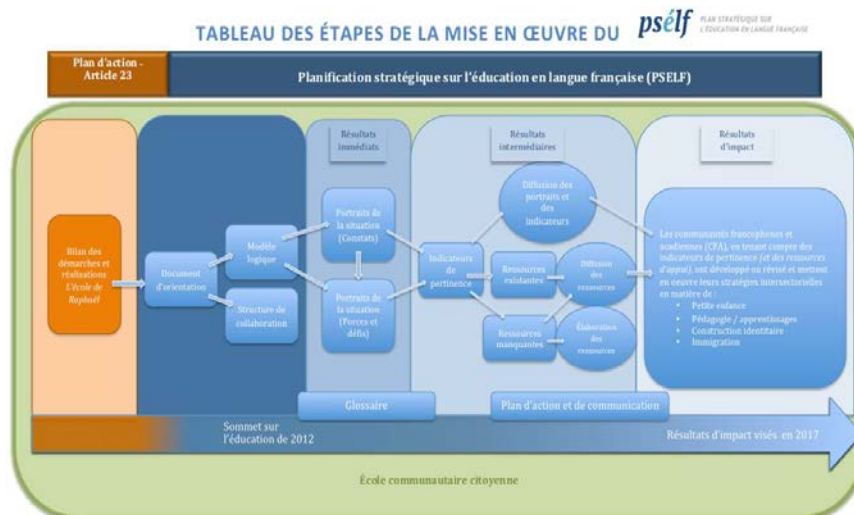
Les suivis aux notes sont prévus à l'ordre du jour, s'il y a lieu.

Note : on mentionne aux participants qu'à l'avenir, en accompagnement aux notes de rencontre, un document présentant les faits saillants sera également produit (en français et en anglais).

4. Travaux du Comité tripartite

4.1 Mise en contexte

Réjean Aubut, consultant, fait la mise en contexte des travaux accomplis à ce jour pour chacun des groupes de travail, à l'aide du « tableau des étapes de la mise en œuvre du PSELF » (document remis).



Il présente également le « tableau des indicateurs » (document remis) qui réunit l'ensemble des principes directeurs des quatre domaines du PSELF (pédagogie/apprentissages, petite enfance, construction identitaire et immigration) sur lesquels peuvent se fonder des décisions éclairées et appropriées dans l'exercice d'élaboration et de mise en œuvre d'une stratégie intersectorielle.

Il poursuit en faisant référence au « tableau des ressources » (document remis) qui regroupe un certain nombre de moyens susceptibles d'appuyer la mise en œuvre d'une stratégie intersectorielle en matière d'éducation en langue française mise de l'avant par les partenaires des communautés francophones et acadiennes. Ce tableau fait notamment la courte description de ressources, leur type, leurs destinataires, etc., selon les quatre domaines du PSELF.

Quelques prochaines étapes des différents groupes de travail prévoient d'identifier de possibles ressources manquantes, s'il y a lieu, et des stratégies de communication à mettre en œuvre pour diffuser l'information et faire connaître les ressources identifiées.

M. Aubut termine en rappelant que le modèle logique de chacun des domaines du PSELF fait référence aux résultats d'impact, intermédiaires et immédiats mettant l'accent sur les visées de l'école communautaire citoyenne (réussite, engagement et continuum) et comprend les indicateurs qui permettront de mesurer leur atteinte.

CMEC – MISE À JOUR DU PROJET SUR L'ÉTAT DES LIEUX

Brigitte Bergeron, représentante du CMEC, présente brièvement une mise à jour de ce projet qui est un état des lieux sur les ressources développées depuis 2004 par le Consortium du projet pancanadien de français langue première.

Cet état des lieux consistait à identifier si ces ressources sont connues et utilisées et à faire quelques recommandations en ce qui a trait à la possibilité de les mettre à jour, les reproduire sous d'autres formats ou produire de nouvelles ressources.

Un rapport préliminaire a été déposé auprès du CMEC afin de présenter quelques constats qui se dégagent de l'analyse effectuée :

- Les ressources du CMEC sont moins connues et par conséquent moins utilisées
- Offrir davantage de formation sur l'utilisation adéquate des ressources
- Importance de la collaboration avec les partenaires (stratégies communes, ressources communes)
- Simplifier les ressources et favoriser l'implication des intervenants du milieu lors du développement des ressources
- Dossier prioritaire : communication orale/écrite

Le rapport final sera disponible au cours des prochains mois.

Commentaire des membres du Comité tripartite : ces conclusions rejoignent celles des membres qui ont pu constater les mêmes préoccupations dans d'autres projets. Elles rendent les travaux du Comité tripartite encore plus importants pour favoriser les efforts conjoints de collaboration.

4.2 Mise à jour sur les travaux des groupes de travail

Réjean Aubut a abordé précédemment l'état d'avancement des travaux de chacun des groupes de travail, à l'aide des différents documents de référence qui accompagnent le PSELF.

Aux fins de la présente rencontre, quelques ressources seront mises en vitrine, selon les différents domaines prioritaires, pour mieux les faire connaître aux membres du Comité tripartite. Suite aux présentations sur ces ressources, les membres du Comité tripartite auront l'occasion de réfléchir ensemble sur leur rôle dans la promotion et le déploiement maximal de ces ressources afin de contribuer à l'atteinte des objectifs du PSELF.

Un cahier de participation est remis à chacun des membres. Ce document permettra aux participants de noter leurs commentaires et suggestions, tout le long des échanges, et d'en rapporter les grandes lignes maîtresses lors des plénières.

4.2.4 Comité sur la pédagogie/apprentissages

PROJET PÉDAGOGIE À L'ÉCOLE DE LANGUE FRANÇAISE (PELF)

M. Ronald Boudreau, de la FCE, se joint au groupe pour présenter la nouvelle ressource maintenant disponible en ligne, soit la *Pédagogie à l'école de langue française* (www.PELF.ca).

Il fait un retour sur les démarches qui ont permis de mener à terme ce projet qui était en cours d'élaboration depuis 2010, suite à une initiative des ministères de l'Éducation sous le précédent plan d'action.

Il rappelle que le projet consiste en capsules vidéo inspirées de situations réelles en milieu minoritaire et de segments « moments pédagogiques » qui serviront de prétexte à des discussions et réflexions. Ces capsules ont été conçues afin de permettre aux enseignants de se pencher sur les deux conditions essentielles (relations interpersonnelles et influence partagée) et les quatre concepts clés développés pour les fins de la PELF : Actualisation, conscientisation, dynamisation et sensification.



Le site Web est divisé en trois principales rubriques qui permettent aux utilisateurs de s'approprier les conditions essentielles et les concepts clés de la PELF (trajectoires de formation), d'explorer la banque de vidéos (moments pédagogiques) et de se créer un espace personnel afin d'organiser leurs propres dossiers, de noter leurs réflexions personnelles et d'échanger avec les autres membres inscrits.

Le site Web présente également les principales recherches canadiennes en lien avec les conditions et concepts de la PELF et d'autres initiatives pancanadiennes.

Suite à la présentation, les membres sont invités à discuter en groupes hétérogènes, à partir des questions suivantes :

1. Comment l'organisme que je représente peut-il bénéficier de cette ressource afin de contribuer à l'atteinte des objectifs du plan stratégique sur l'éducation en langue française?
2. Comment l'organisme que je représente pourrait-il contribuer à la promotion et au déploiement maximal de cette ressource?

4.2.1 Comité sur l'immigration

Dans le cadre des travaux du groupe de travail sur l'immigration, des ressources seront prochainement identifiées afin d'appuyer la mise en œuvre de la stratégie intersectorielle du PSELF.

Monsieur Daniel-Pierre Bourdeau, agent en liaison communautaire pour le projet ontarien « Élargir l'espace francophone », se joint au groupe pour présenter une ressource d'intérêt qui consiste en une trousse d'information sur l'éducation en langue française pour les nouveaux arrivants en Ontario.



On y recense les ressources en éducation allant de la petite enfance jusqu'à l'éducation postsecondaire, en passant par l'éducation aux adultes. La documentation comprend également une page infoéclair qui regroupe les ressources communautaires en français disponibles selon les différentes régions.

Elle présente également les avantages d'une éducation en langue française.

Note : Cette trousse pourrait facilement être adaptée pour les besoins d'une autre province ou territoire et discussions sont présentement en cours pour obtenir un possible financement qui en permettrait la diffusion à la grandeur du pays.

Commentaires des membres du Comité tripartite :

- *Au-delà des trousse d'information, il ne faut pas perdre de vue l'accueil et l'accompagnement*
- *Jumeler les efforts avec les réseaux d'accueil qui sont actifs dans plusieurs provinces et territoires*
- *Explorer les réseaux qui permettent l'échange d'informations avant même l'arrivée des immigrants (par ex. Destination Canada)*
- *Un bon nombre d'informations sont disponibles notamment sur les sites www.elfontario.ca et www.elf-canada.ca*

4.2.2 Comité sur la petite enfance

Monsieur Marcel Lavoie, directeur général des services éducatifs francophones au Ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance du Nouveau-Brunswick et Madame Josée Nadeau, directrice de l'Éducation et Développement de la petite enfance au même Ministère, présentent les grandes lignes du volet petite enfance qui a été développé au sein de la Politique d'aménagement linguistique et culturel du Nouveau-Brunswick. Cette ressource a notamment été identifiée comme ressource exemplaire dans le cadre des travaux du groupe de travail sur la petite enfance.



On rappelle que cette politique résulte d'une réflexion engagée en 2008 lors de la mise sur pied d'une Commission sur l'école francophone. À la suite du dépôt du rapport qui identifiait cinq enjeux clés, un groupe a été mis sur pied, le GACEF (Groupe d'action de la commission sur l'école francophone), afin d'assurer le suivi des recommandations. Plus de 200 leaders acadiens et francophones clés du système de l'éducation se sont engagés dans ce processus pour en arriver à se donner un projet de société pour l'éducation en langue française, la PALC.

Au sein de la PALC, trois champs d'intervention permettront à l'axe Petite enfance de se développer davantage :

- Accès à un réseau intégré de services en français
- Recrutement, accueil et accompagnement des parents
- Programmation et interventions de qualité en français

La politique, que l'on peut consulter en ligne (<http://www.gnb.ca/0000/publications/comm/PALC.pdf>), décrit très bien les objectifs visés notamment pour l'axe Petite enfance. En voici les principaux éléments (voir page 101 dudit document) :

4. Les axes de la PALC : synergie et complémentarité

101

L'axe Petite enfance

Tableau synthèse de l'axe Petite enfance

Champs d'intervention		
Accès à un réseau intégré de services en français	Recrutement, accueil et accompagnement des parents	Programmation et interventions de qualité en français
<p>Résultat visé Les enfants de 0 à 8 ans et leurs parents bénéficient :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un accès à des services de qualité en français, basés sur le développement global de l'enfant, qui satisfont à l'ensemble de leurs besoins; • de services efficaces et continus livrés à l'intérieur d'un réseau intégré, et ce, dès la périnatalité. 	<p>Résultat visé Les parents d'enfants de 0 à 8 ans, premiers éducateurs de leur enfant, bénéficient d'appui, d'accompagnement, de ressources de qualité et d'informations concernant leurs droits qui leur permettent de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • choisir les soins, les services et l'éducation en français dès la périnatalité; • participer pleinement à l'éducation en français de leur enfant; • contribuer au développement global de leur enfant; • jouer pleinement leur rôle de passeurs culturels; • renforcer leur sentiment d'appartenance à la communauté acadienne et francophone. 	<p>Résultat visé Les secteurs œuvrant auprès de la petite enfance sont dotés d'intervenantes et d'intervenants qui :</p> <ul style="list-style-type: none"> • ont les habiletés et les connaissances pour accueillir et accompagner les parents; • jouent leur rôle de passeurs culturels; • offrent des soins, des services et une éducation qui tiennent compte de la spécificité de l'intervention en milieu francophone minoritaire; • contribuent au développement global des enfants.
<p>Stratégies PE 1 — Réseau Intégré Établir et maintenir des collaborations et des partenariats entre les institutions publiques et privées, les parents et la communauté qui assurent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'interdépendance et la complémentarité des services à la petite enfance accessibles tant en milieu rural qu'urbain à partir d'un point d'entrée unique; • la coordination d'un système de dépistage précoce; • le partage d'information et la création d'un dossier unique pour chaque enfant, quels que soient le nombre et le type de services reçus; • des transitions harmonieuses grâce à la continuité dans la livraison de services de qualité en français dans toutes les étapes du parcours éducatif de l'enfant de 0 à 8 ans. <p>PE 2 — Accès égal aux services en français Adapter, à l'aide d'un plan de transition, les politiques et les structures afin d'établir la dualité dans la gestion et la livraison de l'ensemble des services à la petite enfance.</p>	<p>Stratégies PE 3 — Valorisation des soins, des services et de l'éducation en français Mettre en œuvre des stratégies de communication qui sensibilisent la population et conscientisent les parents ayants droit quant à leurs droits à des soins, des services et une éducation en français dès la périnatalité et tout au long du parcours éducatif de leur enfant.</p> <p>PE 4 — Accueil et accompagnement Mettre en place des structures et développer des outils d'accueil et d'accompagnement destinés aux parents afin qu'ils puissent assumer pleinement leur rôle de premiers éducateurs de leur enfant incluant celui de passeurs culturels.</p> <p>PE 5 — Services et ressources pour le développement linguistique et culturel Offrir dès la naissance, des services, des programmes et des ressources de qualité en français qui intègrent les référents culturels de l'Acadie, de la Francophonie et du monde.</p>	<p>Stratégies PE 6 — Ressources humaines Mettre en œuvre des stratégies :</p> <ul style="list-style-type: none"> • de valorisation des professions d'éducation et d'intervention en petite enfance; • qui appuient le recrutement et la rétention de personnel professionnel capable d'intervenir en français auprès des enfants de 0 à 8 ans. <p>PE 7 — Formation des intervenantes et intervenants Assurer aux personnes qui œuvrent auprès de la petite enfance l'accès à un accompagnement ainsi qu'à des formations initiales et continues qui intègrent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la connaissance des articles 16.1, 23 et 24 de la Charte canadienne des droits et libertés; • la spécificité de l'intervention et de l'éducation en milieu minoritaire francophone. <p>PE 8 — Programmes et pédagogie Mettre en œuvre un mécanisme qui permet d'arrimer les programmes et les curriculums destinés aux enfants de 0 à 8 ans et d'y intégrer des approches pédagogiques respectant le développement global de chaque enfant dans un milieu inclusif.</p>

Suite à la présentation, les membres sont invités à discuter en groupes hétérogènes, à partir de la question suivante : Comment l'organisme que je représente peut-il bénéficier de ressources de ce genre pour contribuer à l'atteinte des objectifs du plan stratégique sur l'éducation en langue française?

Synthèse de la journée

Le président du Comité tripartite rappelle que les travaux continueront dès 9 heures, le jeudi 4 décembre 2014.

Ajournement de la rencontre.

JEUDI 4 DÉCEMBRE 2014

Reprise de la rencontre à 9 h.

Monsieur Denis B. Vaillancourt préside à nouveau la rencontre, en cette deuxième journée.

4. Travaux du Comité tripartite (suite)

4.2 Mise à jour sur les travaux des groupes de travail (suite)

4.2.3 Comité sur la construction identitaire

Monsieur Richard Lacombe, directeur général de l'Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF), dresse le survol des travaux qui ont mené, depuis 2004, au développement de divers outils sur la construction identitaire.

Il poursuit en présentant la série COMPRENDRE LA CONSTRUCTION IDENTITAIRE qui se déploie en 9 fascicules qui présentent les concepts de base de la définition de la construction identitaire élaborée par l'ACELF et les caractéristiques d'une intervention pédagogique conséquente. Certains fascicules abordent aussi le rôle particulier d'un intervenant clé en éducation alors que d'autres fascicules explorent diverses thématiques liées au développement d'une identité francophone.



Il présente également brièvement de nombreuses autres ressources qui sont disponibles en ligne pour le personnel scolaire (<http://www.acelf.ca/outils-pedagogiques/description.php>), par exemple *Ma vie en français*, *Voyage en francophonie canadienne*, Collection *Voir Grand*. Quelques autres ressources sont en cours d'élaboration et seront disponibles au cours des prochains mois.

Note : même si le personnel enseignant est l'un des principaux intervenants ciblés par ces ressources, elles ont été conçues de façon à appuyer toute personne qui voudrait entreprendre une démarche en ce sens.

Suite à la présentation, les membres sont invités à discuter en groupes hétérogènes, à partir des questions suivantes :

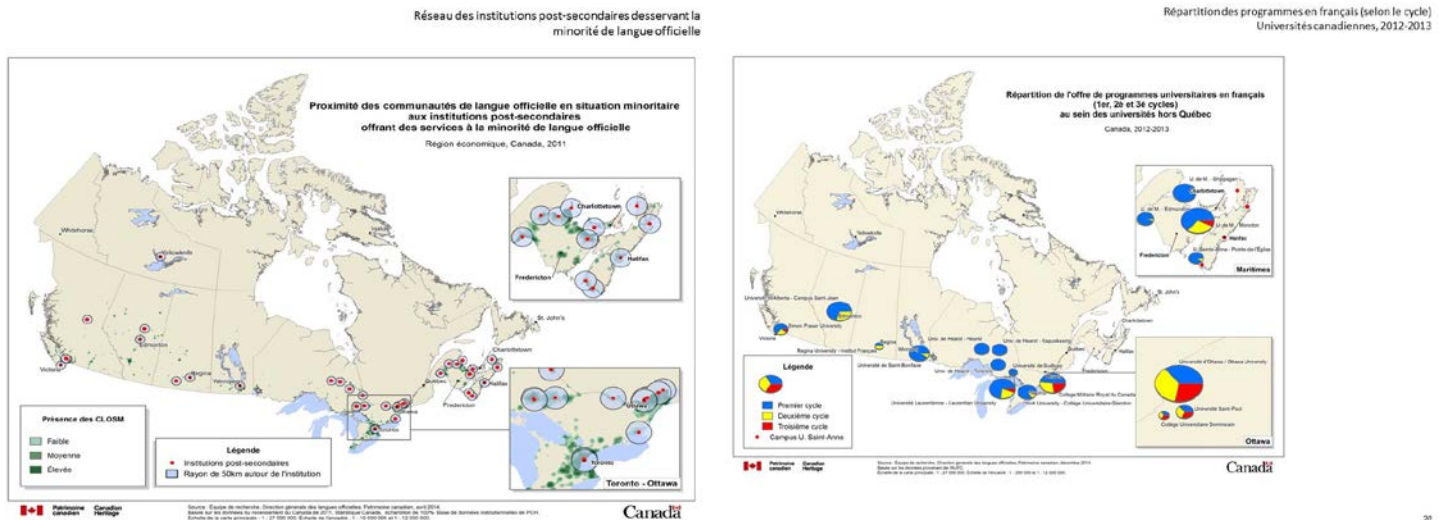
1. Comment l'organisme que je représente peut-il bénéficier de ces ressources afin de contribuer à l'atteinte des objectifs du plan stratégique sur l'éducation en langue française?
2. Comment l'organisme que je représente pourrait-il contribuer à la promotion et au déploiement maximal de ces ressources?

5. Présentation d'une analyse préliminaire sur la proximité des institutions postsecondaires (par Patrimoine canadien)

Monsieur Bill Floch, de Patrimoine canadien, se joint au groupe afin de présenter les résultats d'une analyse préliminaire de proximité effectuée par le ministère qui visait à mesurer la présence d'institutions postsecondaires dans les communautés francophones sises en contexte minoritaire au Canada (voir présentation PPT).

Cette analyse se déclinait en deux phases :
 Phase I – Proximité aux institutions
 Phase II – Offre de services éducationnels

Quelques statistiques sont présentées en fonction de la proximité des institutions dans les différentes communautés francophones au pays et de l'accès selon différents groupes d'âge. À titre d'exemple, voir un visuel pancanadien de la présence des communautés francophones et de celle d'institutions post-secondaires dans ces milieux ainsi que celles des programmes offerts en français :



Notes : L'analyse ne tient pas compte de la taille des établissements ni de leur offre de programmes et de services. Afin de répondre aux diverses contraintes, PCH envisage collaborer avec différents acteurs du milieu de l'éducation afin de combler les informations tant quantitatives que qualitatives qui pourraient bonifier leurs analyses de proximité.

Commentaires des membres du Comité tripartite :

- On remarque que l'analyse ne démontre pas clairement d'autres initiatives et pratiques exemplaires qui permettent des partenariats et offres de programmes entre établissements d'enseignement à distance pour permettre à des groupes d'étudiants de poursuivre leurs études à proximité de leur lieu de résidence. Toutefois, on précise que certains programmes ne peuvent être faits à distance et qu'il faut continuer à poursuivre les efforts pour offrir les services et programmes dans les milieux pour bien répondre aux besoins.
- On mentionne également que dans certaines provinces et/ou territoires, des ententes ont été conclues entre des institutions postsecondaires francophones et anglophones afin de pallier l'absence d'offre de certains cours, faute de masse critique, tout en permettant d'obtenir un diplôme d'une institution francophone (« structure en étoile »).

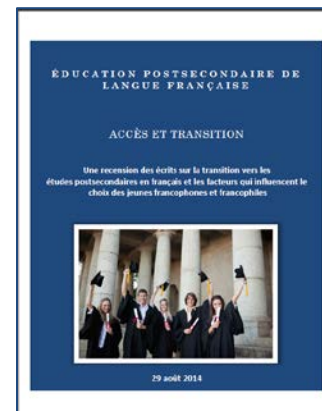
6. Présentation du rapport sur les études postsecondaires – Recherche conjointe entre l’AUGC, le RCCFC et la FNCSF

On rappelle que la FNCSF, l’AUGC et le RCCFC, avec la participation de Patrimoine canadien, ont récemment collaboré à une recherche consistant à analyser la transition des élèves des écoles secondaires de langue française vers des études postsecondaires en langue française (EPSLF).

Le consultant André Lalonde, de la firme Les sentiers du leadership, se joint au groupe afin de présenter brièvement une recension des écrits sur la transition vers les études postsecondaires en français et les facteurs qui influencent le choix des jeunes francophones et francophiles (voir rapport).

Cette recension identifie :

- les facteurs qui influencent le choix des étudiantes et étudiants;
- un survol des démarches, initiatives ou ententes en cours qui constituent des pratiques prometteuses ou exemplaires pour faciliter la transition vers des EPSLF;
- un survol des initiatives qui constituent des pratiques prometteuses ou exemplaires pour faciliter la transition vers des EPSLF;
- un portrait évolutif de l’accès à des institutions postsecondaires de langue française ou à des programmes d’études postsecondaires en français.



Il poursuit en présentant quelques-uns des défis systémiques auxquels font face les institutions postsecondaires et en faisant référence à quelques pratiques développées (voir rapport) dans les milieux qui permettent d’offrir des programmes en français dans certaines régions du pays.

Monsieur Lalonde termine sa présentation en mentionnant que les porteurs de ce dossier (FNCSF, AUGC et RCCFC) ont reçu quelques pistes de réflexion et d’actions qui permettraient d’améliorer et de faciliter la transition des élèves des écoles secondaires de langue française vers des études postsecondaires en langue française. Elles s’articulent autour de 4 axes d’intervention :

- Cheminement identitaire, vocationnel et langagier des élèves et étudiantes / étudiants
- Accueil et accompagnement des apprenantes et apprenants dans leur parcours scolaire
- Promotion du continuum d’éducation
- Recherche et innovation

Et vise un ensemble de 8 objectifs :

- Intervenir plus efficacement dans le développement identitaire, langagier et vocationnel de l’élève;
- Permettre à l’élève de faire des choix éclairés en matière d’EPSLF;
- Améliorer les processus de transition des élèves issus des écoles de langue française vers des études postsecondaires de langue française;
- Promouvoir le continuum d’éducation comme moteur privilégié du développement des CFA et promouvoir la contribution des EPSLF à l’essor du Canada;
- Renforcer le fonctionnement collaboratif entre les acteurs clés du continuum d’éducation en langue française;
- Développer, adopter et véhiculer une vision commune des EPSLF pour les communautés francophones en milieu minoritaire;
- Mieux connaître les besoins, les aspirations et les motivations des étudiants potentiels ainsi que les facteurs qui influencent leurs choix;
- Assurer la diffusion de la connaissance nécessaire à la mise en place d’actions et de stratégies pertinentes et efficaces.

Commentaires des membres du Comité tripartite :

- *On doit poursuivre les efforts de promotion des institutions postsecondaires francophones qui sont en compétition avec la réputation souvent nationale et internationale des autres institutions.*
- *Il serait intéressant de poursuivre une étude longitudinale qui ferait le portrait de la situation une ou deux années plus tard pour vérifier si les données sont les mêmes et si les jeunes reviennent/s'investissent dans leurs communautés francophones après leurs études.*

Retour sur les travaux (discussions en groupes homogènes)

Mise en commun et synthèse

Les membres du Comité tripartite sont invités à poursuivre leurs discussions, cette fois en groupes homogènes, sur chacune des ressources qui ont été présentées à partir de la question suivante : Qu'allons-nous faire ensemble pour collaborer à la promotion et/ou au déploiement maximal et/ou à l'adaptation de ces ressources afin de contribuer à l'atteinte des objectifs du plan stratégique sur l'éducation en langue française?

Suite aux discussions, les membres reprennent en plénière le fruit de leurs discussions. Concrètement, les participants s'entendent pour trouver des stratégies gagnantes pour mieux faire connaître les ressources et explorer la possibilité de développer un outil d'accompagnement qui favorisera l'utilisation des ressources par un plus grand éventail d'organismes.

On estime que l'exercice de réflexion fut très profitable puisque tous les groupes ont pu échanger sur des pistes d'actions qui seront éventuellement mises en œuvre.

4. Travaux du Comité tripartite (suite)

4.3 Comité de coordination

4.3.1 Plan d'action et de communication du PSELF

4.4 Synthèse des travaux du Comité tripartite

Les membres du Comité tripartite prennent connaissance de l'ébauche d'un plan d'action et de communication développée par le comité de coordination.

Ce plan présente un ensemble de stratégies qui ont pour objectifs :

- de susciter l'engagement des différents partenaires clés face aux orientations du PSELF;
- d'appuyer les partenaires clés en leur fournissant des outils de communication destinés à leurs réseaux respectifs;
- d'influencer et de mobiliser l'ensemble des membres des communautés francophones.

On rappelle que le site Web www.PSELF.ca fait un survol des principales informations d'intérêt qui ont trait aux quatre domaines. De son côté, le site www.ECC-Canada.ca permet de démystifier les fondements du concept d'école communautaire citoyenne, toile de fond du PSELF.

Diverses actions seront mises en place à court et moyen termes afin de permettre d'atteindre les résultats d'impact du PSELF qui visent à ce que les communautés francophones et acadiennes (CFA) en tenant compte des indicateurs de pertinence des quatre domaines prioritaires et en tenant compte des ressources d'appui, aient développé ou révisé leurs stratégies intersectorielles et les mettent en œuvre.

Note : on mentionne qu'au sein de la FNCSF, le PSELF a influencé la réflexion de ses membres puisque la planification stratégique 2015-2020 mettra l'accent sur les trois visées de l'école communautaire citoyenne (réussite, engagement et continuum).

7. Prochaines étapes

Lors de la prochaine rencontre, les membres du Comité tripartite poursuivront leurs discussions sur le plan stratégique à mettre en oeuvre au cours des prochaines années. D'autres présentations en lien avec les quatre domaines prioritaires seront également prévues à l'ordre du jour.

Entre-temps, les comités de travail et le comité de coordination se réuniront à nouveau à l'hiver afin, notamment, de déployer les stratégies de communication liées au plan d'action 2012-2017.

8. Varia

Sans objet.

9. Synthèse et dates de la prochaine rencontre

On remercie les membres du Comité tripartite pour leur collaboration habituelle et la qualité de leurs discussions et de leurs interventions. Cette rencontre a, encore une fois, permis aux membres de faire le point sur l'état d'avancement des travaux.

On invite les membres à prendre quelques minutes afin de remplir le court sondage électronique qui permettra d'évaluer la rencontre et de mieux planifier celle du printemps 2015.

La prochaine rencontre du Comité tripartite se tiendra **les mercredi 15 et jeudi 16 avril 2015** à Montréal.

10. Fin de la rencontre

La rencontre se termine à 14 h 45.